
Conseil économique et social

Provisoire

7 janvier 2004
Français
Original: anglais

Session de fond de 2002

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique provisoire de la 10e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 3 juillet 2002, à 10 heures

Président : Mr. Šimonović (Croatie)
puis : Mr. Rosenthal (Vice-Président). (Guatemala)
puis : Mr. Buallay (Vice-Président) (Bahreïn)

Sommaire

La mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et sa contribution au développement humain

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

02-46425 (F)



La séance est ouverte à 10 h 20.

La mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et sa contribution au développement (*suite*) (E/2002/13, 46, 50 (chap. I) et 73; E/2002/L.9; E/2002/CRP.2)

1. **M. Malitorne** (Président du Comité inter-États de la Communauté d'États indépendants) dit que bon nombre de déclarations internationales adoptées à l'issue de rencontres de haut niveau, de sommets ou de conférences ont été inopérantes ou sont demeurées sur le papier en raison de l'absence de communication postérieurement à ces rencontres et de la pression exercée par les problèmes intérieurs. La communauté internationale ne met pas à profit les moyens modernes d'application des décisions et de synchronisation des résultats, alors qu'elle dispose d'ores et déjà de la technologie et des ressources technologiques, en particulier des télécommunications par satellite. Le problème tient à l'inertie intellectuelle et au conservatisme des gestionnaires. Les problèmes mondiaux ne cessent d'évoluer alors que les connaissances sont diffusées beaucoup trop lentement et leur application est sans cesse à la traîne. Nous payons très cher ce retard.

2. Le rôle de l'éducation dans le développement durable ne se ramène pas à celui de l'enseignement supérieur. Or, les constitutions, les lois et les budgets s'avèrent incapables de créer les conditions nécessaires aux changements à apporter dans les domaines de l'éducation et de l'information. Ce qu'il faut rechercher, ce n'est pas l'« éducation pour la vie », mais l'« éducation pendant toute la vie », qui doit être une priorité de la politique de l'État et une dimension de la législation et des constitutions. L'éducation traditionnelle a laissé 880 millions de personnes complètement illettrées et il existe une pénurie de 15 millions d'enseignants. La science et la pratique modernes ont déjà les moyens d'aider l'humanité à combler le déficit de formation d'une façon beaucoup moins coûteuse et beaucoup plus rapide. Jusqu'à présent, la technologie de l'enseignement à distance, en particulier la technologie satellitaire, n'a pas été une priorité pour les gouvernements, mais a été lancée par le secteur privé et les organisations non gouvernementales. La coopération entre les organisations non gouvernementales et les gouvernements est la clef de l'avenir.

3. Depuis 1997, les organisations non gouvernementales et les gouvernements collaborent au sein du Comité inter-États en vue de la diffusion des connaissances et de l'éducation des adultes dans la Communauté d'États indépendants. La création de l'Université moderne des sciences humaines, la cinquième université du monde par la taille, est le fruit d'une action concertée; l'établissement compte aujourd'hui 372 antennes dans 328 villes de différents pays et dispose de son propre téléport; plus de 2 000 organisations gouvernementales et organisations non gouvernementales utilisent ce téléport, qui est également utilisable dans les zones de conflit et les zones sortant d'un conflit, comme la Tchétchénie, et qui le sera bientôt en Afghanistan.

4. **Mme Cromer** (Association soroptimiste internationale) dit que l'Association soroptimiste internationale est une organisation internationale pour les femmes investies de responsabilités et exerçant une profession, dont les membres, présents dans 123 pays, sont engagés dans des projets de services qui visent à favoriser l'exercice des droits de l'homme et à promouvoir la condition de la femme. L'Association considère que seule la mise en valeur des ressources humaines peut permettre de garantir l'égalité, le développement et la paix entre les nations et en leur sein, et estime qu'il est indispensable que les êtres humains aient accès à des soins de santé et à une éducation de qualité si l'on veut qu'ils puissent donner la pleine mesure de leurs capacités et participer à la prise de décisions et au développement.

5. L'Association soroptimiste internationale est particulièrement préoccupée par la persistance un peu partout dans le monde de diverses formes d'esclavage, notamment la traite des êtres humains, la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et l'exploitation des enfants. Ces pratiques représentent de graves obstacles à la croissance et au développement économiques. La traite des femmes et des enfants, facilitée par la mondialisation, est pour le crime organisé la troisième source de profit par ordre d'importance et celle qui croît le plus vite. L'industrie du sexe est un important facteur de propagation du VIH; beaucoup de jeunes femmes, poussées à la prostitution, contractent le VIH, puis le transmettent à leurs clients et à leurs futurs maris et enfants.

6. Pour se dégager de cet engrenage, il faut garantir une éducation, mettre en valeur les ressources humaines et créer des emplois. En 1999, les membres

de l'Association soroptimiste internationale ont fait un don de plus de 300 000 dollars pour financer des partenariats avec le MiraMed Institute, afin d'aider les victimes de la traite dans les pays de l'ex-Union soviétique, et avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, afin de créer un centre de lutte contre la traite au coeur même du quartier chaud de Mumbai (Inde). Les membres de l'Association ont approuvé un projet de médiation sur le sida de l'Association soroptimiste internationale pour 1995-1999 afin d'aider des jeunes femmes du nord de la Thaïlande et d'enrayer la pandémie de VIH/sida en permettant de remplacer leur activité dans l'industrie du sexe par des activités de formation professionnelle et génératrices de revenus. Le succès de ces projets montre l'importance de la mise en valeur des ressources humaines, y compris sur les plans de la santé et de l'éducation, pour le processus de développement social et économique.

7. L'Association soroptimiste internationale demande instamment aux gouvernements d'honorer les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme d'action de Beijing et de prévenir toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Elle demande aux services gouvernementaux et organes de répression de surveiller étroitement la falsification des passeports, visas et visas d'étudiant. Elle invite les organismes des Nations Unies, les gouvernements et le secteur privé à collaborer avec les organisations non gouvernementales pour s'attaquer à ces problèmes qui font échec à la mise en valeur des ressources humaines, en particulier celle des femmes et des filles.

8. **M. Hirono** (Président du Comité des politiques du développement) dit que, comme suite à la demande formulée par le Conseil dans la résolution 2001/43, le Comité des politiques du développement a analysé le thème à l'examen et l'a abordé en session plénière en avril 2002. Un extrait de son rapport est publié sous la cote E/2002/L.9.

9. Résumant les conclusions du Comité, l'intervenant dit que le renforcement des capacités humaines et sociales est indispensable au processus de développement. La santé et l'éducation sont deux volets d'une importance considérable. Les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud ont fait des progrès, mais ils ont encore beaucoup de retard sur ces deux plans et, ces dernières années, dans les pays d'Asie centrale, la situation s'est dégradée à des degrés

divers dans ces deux domaines. Si cette situation se prolonge, ces pays resteront à l'écart des possibilités offertes par la mondialisation et prendront du retard dans leur développement. Il s'impose de redéfinir les objectifs de politique générale dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les systèmes éducatifs ont cessé de privilégier l'acquisition passive de connaissances et compétences et mettent à présent l'accent sur le renforcement actif de la capacité d'analyser et de synthétiser l'information et de s'adapter à l'évolution rapide de la société, tout en apprenant aux individus à vivre ensemble dans l'harmonie et dans le respect de la diversité. L'éducation n'est plus le monopole des écoles : elle fait partie intégrante du renforcement permanent des capacités. Dans le domaine de la santé, on est passé d'une approche curative à une approche préventive en mettant en valeur les capacités individuelles et collectives. L'éducation pour la santé devient un volet important de l'éducation. Les nouveaux risques environnementaux et sanitaires à l'échelle de la planète appellent une révision de la notion de mise en valeur des ressources humaines; les services éducatifs et sanitaires classiques ne sont plus adaptés à la réalisation des objectifs de développement actuels et futurs.

10. Le Comité recommande aux gouvernements, agissant en coopération avec les organisations internationales et les organisations de la société civile, de moderniser et d'améliorer les systèmes éducatifs et sanitaires en exploitant les synergies entre l'éducation et la santé, en garantissant l'accès à la santé et à l'éducation grâce au renforcement des écoles et services de santé locaux, en garantissant la qualité et la flexibilité et en renforçant les capacités sociales afin de donner à la société les moyens de réaliser le développement à tous les niveaux, en particulier au niveau local; de mettre à profit l'appui structurel de cadres institutionnels novateurs avec la participation de toutes les parties prenantes, la participation du secteur privé et le renforcement du rôle de réglementation et de coordination du gouvernement, ainsi que les possibilités offertes par de nouveaux outils, tels que les technologies de l'information et de la communication, afin d'accroître le nombre des bénéficiaires, d'améliorer la qualité et de réduire les coûts; et de rechercher des moyens de financement en mettant en oeuvre des programmes de financement novateurs et des partenariats locaux, régionaux et mondiaux en vue de tirer parti des économies d'échelle.

11. **Mme Brizuela de Avila** (El Salvador) dit que le Gouvernement salvadorien partage entièrement le point de vue selon lequel le développement et l'élimination de la pauvreté sont les principaux impératifs éthiques et humains de l'heure, et estime qu'il s'impose d'oeuvrer d'urgence de concert pour garantir à tout un chacun le droit à l'éducation et au plus haut niveau de santé physique et mentale. Pour promouvoir une politique de développement intégrée, qui englobe notamment l'élimination de la pauvreté, il faut pouvoir compter sur des ressources humaines de plus en plus qualifiées, compte tenu de l'importance de leur contribution au processus de développement. C'est ce qui a amené El Salvador à entreprendre une vaste réforme institutionnelle et éducative en vue de former les ressources humaines en élargissant l'accès à l'éducation de base, en garantissant la qualité et la durabilité, en forgeant des partenariats avec différents segments des secteurs public et privé, et en augmentant la proportion des dépenses d'éducation. Le pays est conscient de la nécessité de réduire les inégalités entre régions et entre groupes socioéconomiques, ce qui nécessite de lancer de nouvelles initiatives dans les domaines de l'infrastructure, de la santé et de l'éducation, et de l'information et des communications. Par ailleurs, El Salvador oeuvre à la mise en place de réformes d'envergure dans le secteur de la santé, l'accent étant mis sur la formation et l'intégration d'une démarche sexospécifique dans tous les plans et programmes relevant de l'éducation et de la santé. Le Ministère de la santé et de l'assistance sociale exécute une stratégie de soins de santé intégrés, qui accorde la priorité aux femmes et aux enfants et fournit gratuitement des services de soins de santé primaires.

12. Le Gouvernement salvadorien est conscient qu'il importe d'incorporer des politiques sanitaires et éducatives dans les stratégies d'élimination de la pauvreté si l'on veut atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, le Conseil devrait disposer de pouvoirs accrus pour assurer dans de bonnes conditions d'efficacité la coordination et la cohérence des activités du système des Nations Unies et des institutions financières internationales. D'un autre côté, une véritable libéralisation des échanges internationaux est le meilleur cadre pour un développement humain durable, et il y a lieu de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé et les autres secteurs de la société civile au processus de développement.

13. Le Gouvernement salvadorien se déclare à nouveau résolu et politiquement prêt à continuer de renforcer les stratégies et les programmes de formation des ressources humaines pour les faire contribuer au processus de développement. El Salvador s'est relevé des terribles conséquences de plus de 10 années de conflit et de diverses catastrophes naturelles et a atteint un niveau relativement élevé de développement économique; il a encore besoin d'un appui international pour compléter les efforts déployés au plan national pour pouvoir atteindre les objectifs de développement convenus au plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

14. **M. Dompok** (Observateur de la Malaisie) dit que le Gouvernement malaisien estime que la croissance n'est pas une fin en soi, mais doit s'accompagner d'une distribution équitable de façon que tous les segments de la société profitent du processus de développement. Il faut coordonner les initiatives économiques et sociales. Au cours des quatre dernières décennies, la Malaisie a connu une croissance économique rapide. La mise en valeur des ressources humaines est considérée comme une contribution essentielle au développement économique et social du pays et au développement des secteurs de la santé et de l'éducation.

15. Le Gouvernement malaisien partage le point de vue selon lequel le Conseil a un rôle de premier plan à jouer pour ce qui est de continuer à mettre l'accent sur le financement de la mise en valeur des ressources humaines dans le cadre des responsabilités qui lui incombent au titre du suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement, et estime également qu'il faudrait étudier de nouveaux mécanismes de transfert de ressources des pays développés aux pays en développement. Il est essentiel que le Conseil étudie la proposition tendant à créer un pool dynamique de financements internationaux destinés au développement d'infrastructures dans les pays en développement, comme préalable à un développement économique soutenu, à l'élimination de la pauvreté et à l'amélioration de la qualité de la vie. Il y aurait lieu de renforcer la coopération et la collaboration s'agissant de traiter d'une façon plus systématique et efficace le problème des ressources au service du développement.

16. La Malaisie est fermement convaincue que la connaissance appartient aux citoyens de tous les pays

du monde, développés ou en développement, et qu'elle joue un rôle de premier plan dans toutes les activités humaines. C'est la raison pour laquelle elle a entrepris de réaliser un programme de développement des connaissances dans tous les secteurs de l'économie, nouveaux ou traditionnels. La vitesse des progrès des technologies de l'information et de la communication va creuser encore le fossé existant entre les pays développés et les pays en développement. Il faut déployer des efforts concertés pour faire en sorte que les pays en développement puissent avoir un accès peu onéreux à ces technologies et la possibilité de participer activement à l'économie fondée sur la connaissance. La mise en place des infrastructures de communications destinées à améliorer la desserte informatique et la valorisation continue des ressources humaines grâce à de nouvelles approches, telles que les universités populaires, revêtent une importance cruciale. Il faudrait déployer des efforts concertés et complémentaires aux niveaux national, régional et international et le Conseil doit continuer d'étudier le problème de la fracture numérique en lui accordant un degré de haute priorité.

17. **M. Butime** (Ouganda) dit que le Gouvernement ougandais se félicite de ce que le VIH/sida figure au rang des priorités politiques internationales et sait gré au Conseil de sécurité de l'avoir classé comme une menace à la paix et à la sécurité internationales. En Ouganda, la sensibilisation à la maladie est quasi universelle et 78 % de la population ont des connaissances sur les méthodes de prévention. Le taux de prévalence a diminué, ce qui traduit un changement positif dans les comportements : la continence est l'élément clef, qui a par ailleurs beaucoup contribué à faire baisser le nombre des grossesses parmi les adolescentes non mariées. On constate une nette amélioration en ce qui concerne le traitement des maladies sexuellement transmissibles et l'innocuité du sang est presque complètement assurée grâce à un contrôle minutieux du sang destiné aux transfusions. Cinq grands hôpitaux offrent à présent une prévention de la transmission de la mère à l'enfant grâce à l'utilisation des médicaments antirétroviraux.

18. En matière de prévention, le principal obstacle est l'ignorance : il existe une forte corrélation entre le manque d'éducation et la méconnaissance des méthodes de prévention du VIH/sida. Pour être efficaces, les programmes de prévention doivent pouvoir compter sur le maintien de la volonté politique

et de l'engagement au plus haut niveau pour mobiliser la population contre l'épidémie. D'un autre côté, les insuffisances des services de santé ont eu de graves répercussions sur la fourniture des services éducatifs.

19. Le Gouvernement ougandais accorde le degré de priorité le plus élevé à l'éducation. Dans la période immédiatement postérieure au conflit, le secteur de l'éducation s'est trouvé dans une situation très difficile. Les Ougandais s'accordaient à considérer qu'il fallait engager une réforme globale et systématique, en particulier dans l'enseignement primaire, dans le but d'élargir l'accès et de réaliser l'enseignement pour tous, d'améliorer la qualité et de promouvoir l'équité et l'intérêt de l'enseignement dispensé. Depuis 1992, le Gouvernement ougandais met progressivement en place des politiques qui ont abouti à une augmentation spectaculaire du nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires. Des programmes d'incitation encouragent les filles à s'inscrire. Les ratios élèves/maître et élèves/classe se sont améliorés et un organisme chargé de faire appliquer les normes scolaires a été mis sur pied pour surveiller la qualité générale de l'enseignement primaire et postprimaire. Les progrès accomplis ont été jugés très positifs par les partenaires de l'Ouganda pour le développement.

20. Les ressources du gouvernement ne suffisent pas à pourvoir à l'éducation pour tous. Il importe donc de renforcer les partenariats avec les parties prenantes, la communauté des donateurs et les organisations non gouvernementales. Étant donné que l'éducation pour tous se heurte encore à bien des problèmes, l'Ouganda continue de mettre en oeuvre des approches sectorielles, ce qui a permis d'améliorer la coordination des donateurs et accru l'apport de ressources vers les différents secteurs qui comprenaient un volet éducation.

21. Au cours des deux décennies écoulées, beaucoup de pays africains, dont l'Ouganda, se sont employés sans compter à promouvoir le développement durable en appliquant des réformes économiques et politiques. Toutefois, toutes leurs réalisations seront réduites à néant si l'on tarde à traiter efficacement les graves questions de la santé et de l'éducation et, par-dessus tout, de l'élimination de la pauvreté.

22. **M. Raby** (Australie) se félicite du thème choisi pour le débat de haut niveau du Conseil, qui représente un défi qui, pour être relevé, suppose une collaboration

soigneusement coordonnée entre les communautés nationales et internationales, impliquant une gestion économique rationnelle, l'ouverture des marchés, le libre-échange et une bonne gouvernance. Il indique qu'il se bornera à exposer des vues sur les questions essentielles que sont le VIH/sida, la fracture numérique, le financement du développement et les besoins de développement de la région de l'Asie et du Pacifique, bien que le texte intégral de son intervention aborde également la réforme des soins de santé, les questions de genre et le lien existant entre la pauvreté et les conflits.

23. L'amélioration de la santé et de l'éducation n'est pas seulement importante en soi. La santé et l'éducation sont interdépendantes et essentielles à la croissance économique, à l'atténuation de la pauvreté et au développement durable. L'épidémie de VIH/sida, qui menace depuis quelques années d'annuler des gains de développement si difficiles à engranger, montre bien le lien existant entre la santé et la croissance économique. L'un des rares donateurs dans la région de l'Asie et du Pacifique, l'Australie affecte une grande partie de son aide au titre du VIH/sida à cette région. Il recommande vivement que soit pris au niveau politique l'engagement de prendre des mesures et a, en ce qui le concerne, alloué 200 millions de dollars australiens sur une période de six ans à une initiative de lutte contre le VIH/sida, convoqué en octobre 2001 la réunion ministérielle de l'Asie et du Pacifique sur le VIH/sida et le développement et indiqué à l'Organisation des Nations Unies que des envoyés régionaux sur le VIH/sida devraient être nommés pour inciter les gouvernements à prendre des dispositions efficaces contre l'épidémie. Il se félicite de la nomination de M. Sadik comme Envoyé spécial des Nations Unies pour le VIH/sida en Asie.

24. Les technologies de l'information et de la communication offrent d'immenses possibilités en matière de développement, mais à moins qu'elles ne soient mises en oeuvre pour répondre aux besoins des pays en développement, ces derniers risquent fort de ne pas pouvoir en profiter. En 2001, le Gouvernement australien et la Banque mondiale ont lancé conjointement une nouvelle initiative de politique générale de grande ampleur, le « Virtual Colombo Plan », consistant à exploiter ces technologies et le savoir-faire australien pour améliorer l'éducation et l'accès aux connaissances dans les pays en développement par le biais de l'enseignement à

distance et de l'appui apporté au titre de l'élaboration des politiques. Un exemple est fourni par le financement d'un projet d'Université africaine virtuelle assorti de 100 cours commerciaux virtuels et de 66 bourses virtuelles pour des cours adaptés aux besoins de l'Afrique en matière de développement.

25. Dans son rapport publié sous la cote E/2002/46, le Secrétaire général recommande de procéder à une forte augmentation de l'aide publique au développement (APD), mais l'Australie souligne que l'aide n'est que l'une des ressources disponibles pour le développement. Le Consensus de Monterrey a énuméré les autres ressources éventuelles : libéralisation du commerce, investissements étrangers directs et bonne gouvernance. Les gouvernements assument la responsabilité du développement en fixant les priorités et une politique économique rationnelle, et en prévoyant des institutions solides et en mettant en place une bonne gouvernance. Les donateurs peuvent fournir une aide sous la forme de transferts de ressources, mais les gouvernements conservent la responsabilité du développement national, de l'éducation de base pour tous et des soins de santé primaires. Il est réconfortant de constater que la plupart des pays affectent davantage de ressources à l'éducation et à la santé.

26. Si l'on veut atteindre les objectifs internationaux, il faut accorder une attention soutenue aux besoins de la région de l'Asie et du Pacifique en matière de développement, car on y trouve quelque 800 millions des pauvres de la planète. Les besoins de l'Afrique et de l'Afghanistan sont pressants, mais il convient de rappeler que la région de l'Asie et du Pacifique est en proie à une grave pauvreté et encourt des risques d'instabilité politique et économique.

27. **M. Muñoz** (Chili) dit que l'amélioration de l'accessibilité et de la prestation de services médicaux est essentielle pour atteindre le but commun d'un développement plus équitable et plus durable. Le Chili a engagé une réforme globale de ses soins de santé, en faisant porter l'attention sur une amélioration de l'équité et de la solidarité en matière de financement, en fixant des objectifs à long terme, en garantissant une protection financière et la qualité du traitement dans les systèmes public et privé et en favorisant une utilisation efficace des ressources nationales en mettant l'accent sur les résultats. Dans le *Rapport sur la santé dans le monde, 2000*, le Chili a reçu des compliments

pour l'impact exercé par ses services sanitaires, mais s'est vu reprocher le déséquilibre du financement des soins de santé. Alors que les dépenses de santé du Chili sont analogues à celles des autres pays d'Amérique latine à niveaux de revenus comparables, son système de soins privés ne couvre que 25 % de la population tout en absorbant la plus grosse partie des dépenses.

28. L'Organisation mondiale de la santé a considéré que les dépenses de soins de santé sont indispensables au développement durable. De même, le développement durable est impossible sans investissement dans les ressources humaines. Cet investissement doit être équilibré, car la durabilité ne se conçoit que si les soins sont accessibles pour les pauvres, les personnes le plus gravement malades et celles qui sont les plus exposées.

29. Cela étant, les soins de santé ne sont que l'un des moyens de faire face aux principaux maux de la vie moderne. Les maladies chroniques et les nouvelles maladies appellent un changement de mode de vie ainsi que de bonnes politiques d'éducation, de logement, de transport et d'emploi. Elles requièrent également des améliorations au niveau de la structure, du financement et de la prestation des services de soins. C'est la raison pour laquelle les objectifs que le Chili s'est fixés dans le domaine des soins de santé ne peuvent être atteints qu'à long terme. Le Gouvernement a entrepris de mettre en place un système d'accès universel et équitable, qui implique un accroissement du budget de la santé publique, une accélération de l'effort de réglementation de l'assurance maladie publique et privée et un niveau d'autonomie supérieur pour les hôpitaux publics. Tous les systèmes de soins de santé étant centrés sur les ressources humaines, les profonds changements qu'il est prévu d'apporter doivent obtenir l'agrément des agents sanitaires.

30. **M. Fust** (Observateur de la Suisse) dit que le développement durable en général et le développement de la santé et de l'éducation en particulier exigent la sécurité intérieure, l'absence de violence et un gouvernement digne de ce nom. Or, ces impératifs font défaut dans un nombre de plus en plus important de pays, et il faudra consentir un effort soutenu, multidimensionnel et coordonné pour améliorer la situation. L'éducation pour la paix est essentielle, non simplement dans les sociétés sortant d'un conflit, mais dans tous les pays où la violence à l'école, dans la famille et dans les groupes menace la cohésion sociale. L'intervenant ne peut qu'imaginer avec tristesse ce

qu'aurait été la situation de nombreux pays africains si la moitié de l'argent qu'ils ont dépensé en armements avait été investi dans l'amélioration des services de santé et d'éducation.

31. Il faudrait que les divers éléments du système des Nations Unies collaborent plus étroitement, par exemple en adoptant le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. De la sorte, l'Organisation des Nations Unies serait mieux à même de jouer un rôle dans des accords de coopération plus généraux, tels que les documents de stratégie de réduction de la pauvreté et les approches sectorielles. Toutefois, il ne fait aucun doute qu'il faudra allouer davantage de ressources au système des Nations Unies si l'on veut qu'il aide à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Au cours de la décennie écoulée, les fonds et programmes des Nations Unies se sont vu confier régulièrement des tâches et des rôles nouveaux sans recevoir de ressources additionnelles, et les contributions supplémentaires ont été strictement volontaires. Tel n'est pas le cas de l'Association internationale du développement (IDA), entre autres institutions financières, qui a régulièrement reçu des ressources additionnelles et qui bénéficie d'engagements pluriannuels négociés.

32. La Suisse tient à maintenir la distinction entre les banques de développement, qui sont des institutions financières, et les fonds et programmes des Nations Unies, qui fournissent une coopération technique; elle est donc opposée à la transformation des prêts de l'IDA en subventions. Elle ne l'est pas à ce que l'IDA reçoive des ressources accrues, mais elle estime que les ressources de base des fonds et programmes des Nations Unies devraient au moins suivre au même rythme. L'Organisation des Nations Unies devrait se concentrer sur l'élaboration des politiques et le renforcement des capacités et des institutions et laisser aux institutions financières internationales le soin de financer les grands programmes d'investissement impliquant des infrastructures et des équipements de grande envergure.

33. Étant donné qu'aucune autre instance multilatérale ne passe en revue l'aide au développement de toute provenance – bilatérale, multilatérale, publique et privée –, l'intervenant est d'avis de demander au Conseil de procéder à une analyse périodique des faits nouveaux et des tendances de l'aide, y compris l'aide humanitaire. Il devrait examiner ces questions d'une manière ouverte, participative et préventive, sans

attendre qu'un petit groupe de pays influents dresse la liste des questions à traiter en priorité.

34. **M. Pigot** (Suriname) se félicite de la priorité actuellement accordée à la mise en valeur des ressources humaines car il est convaincu que le développement s'adresse aux hommes comme aux femmes et aux jeunes comme aux vieux. La pleine participation des organisations internationales et institutions multilatérales est importante à cet égard. Il espère qu'elles transféreront l'expérience tirée de la nouvelle priorité accordée à l'amélioration de ces ressources aux banques centrales, ministères des finances et autres entités des pays en développement et que cette pratique débouchera sur une méthode plus équilibrée d'évaluation des résultats.

35. Pour le Suriname, le développement durable implique le recul de la pauvreté et une distribution équitable des revenus dans un cadre démocratique. Les paramètres d'évaluation des résultats doivent être plus généraux dans ce contexte. L'intervenant espère que le Conseil pourra jouer un rôle central en facilitant la communication entre les pays en développement et les institutions financières internationales, dont les points de vue divergent souvent lorsqu'il s'agit de fixer ces paramètres. On relève une tendance encourageante à un renforcement de l'appui budgétaire direct, mais le Suriname sait d'expérience que les pays en développement ont souvent beaucoup de mal à convaincre les donateurs que leur situation macroéconomique est suffisamment bonne pour attirer cette aide, même si leurs normes de gouvernance et le respect du droit sont reconnus satisfaisants. Le financement direct a déjà été assuré pour faire face à des situations d'urgence, telles que l'épidémie de VIH/sida, et le Suriname espère que des fonds supplémentaires seront mis à disposition.

36. Il y a lieu de définir des points de référence rendant compte de la nouvelle approche globale. Conformément au Consensus de Monterrey, les donateurs doivent mettre l'accent non sur les processus, mais sur les résultats. L'expérience acquise par des organismes tels que l'UNESCO, l'OMS et l'UNICEF pour ce qui est d'élaborer et d'exécuter des programmes centrés sur des objectifs précis pourrait s'avérer fort précieuse, et il serait possible de mieux intégrer ces programmes dans des programmes de développement financier et économique.

37. La réforme du secteur public pose un problème aux pays en développement. Le Gouvernement surinamais y voit moins un fardeau qu'une possibilité, et il cherche à améliorer les résultats en mettant en oeuvre un cadre de ressources humaines judicieux et équitable, des technologies modernes et des dispositifs de financement et de formation professionnelle.

38. *M. Rosenthal (Guatemala), Vice-Président, prend la présidence.*

39. **M. Kuchinsky** (Ukraine) se félicite du rapport publié sous la cote E/2002/46, estimant qu'il montre bien l'importance de la mise en valeur des ressources humaines et du rôle que le Conseil devrait jouer en aidant les pays à atteindre leurs objectifs de développement et à faire face à la mondialisation.

40. À la 6e séance, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe a appelé l'attention sur l'important potentiel de développement des pays en transition. Avec un taux de croissance de 9,1 % en 2001, l'Ukraine est l'un des pays les mieux placés. Le Président ukrainien a indiqué que la stratégie à long terme du gouvernement est d'édifier un État démocratique fondé sur la prééminence du droit, doté d'une économie très développée et poursuivant l'objectif géopolitique de l'adhésion à l'Union européenne.

41. À cet égard, l'Ukraine est pleinement consciente de la grande importance que revêtent les dépenses consacrées à la mise en valeur des ressources humaines, en particulier à la santé et à l'éducation. L'éducation est indispensable au développement économique et social, à la paix, à la stabilité et à la démocratie. L'enseignement supérieur, en particulier, acquiert une importance qui va croissant à une époque où la mise en valeur des ressources humaines doit s'adapter aux impératifs de la mondialisation. L'Ukraine est consciente de ce fait et de l'importance de l'éducation pour la promotion de la démocratisation.

42. Les questions de santé publique sont une préoccupation majeure en Ukraine. Un programme complet vise à améliorer la santé de la population, en particulier celle des enfants et des personnes ayant à endurer les conséquences à long terme de la catastrophe de Tchernobyl (1986). En dépit de ces efforts, le système de santé du pays n'est toujours pas doté de fonds suffisants. Le VIH/sida n'a pas épargné le pays et de trop maigres ressources sont affectées à la lutte contre cette maladie. On a déclaré 2002 l'année

de la lutte contre le sida, lutte axée sur la prévention, la « vaccination par l'éducation » et le traitement des personnes infectées par le VIH.

43. L'un des principaux objectifs du gouvernement est de rendre la croissance économique durable dans l'intérêt de l'ensemble de la population. Il compte y parvenir en utilisant comme catalyseur l'investissement extérieur et en pénétrant les marchés européen et mondial. Un système d'échanges internationaux non discriminatoire accélérerait considérablement le processus du développement économique et social. L'Ukraine estime que son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce donnera un coup de fouet au développement des services de santé et d'éducation.

44. La collaboration et la coordination au sein de la communauté internationale sont essentielles si l'on entend créer un climat favorable à la mise en valeur des ressources humaines. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies est important en raison de la nécessité d'une approche multisectorielle. La session en cours du Conseil pourrait promouvoir une accélération des progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et encourager la prise de dispositions nationales et internationales en vue d'améliorer la santé et l'éducation.

45. **M. Fonseca** (Brésil) dit que la lutte contre la pauvreté doit reposer sur une approche globale associant politiques économiques et politiques sociales et accordant un rang de priorité élevé à l'éducation et à la santé. Au Brésil, les stratégies d'élimination de la pauvreté s'appuient sur les principes de partenariat, de solidarité et de décentralisation. On accorde une attention particulière à la réduction de la mortalité postinfantile, à l'amélioration de la nutrition dans les écoles publiques et au sein des familles à faible revenu, à la promotion de l'agriculture familiale et de la sédentarisation des travailleurs ruraux, à l'amélioration de l'accès à l'éducation de base, à la mise en place d'installations d'assainissement dignes de ce nom et à l'amélioration de la formation. Le Gouvernement brésilien est déterminé à surmonter le legs historique des inégalités sociales.

46. Des progrès importants ont été accomplis dans le domaine de l'éducation : à présent, 97 % des enfants âgés de 7 à 14 ans vont à l'école. En 1992, 3 millions d'enfants de ce groupe d'âges ne pouvaient pas le faire; en 2001, ce nombre est descendu à 800 000. Une initiative consistant à verser une allocation mensuelle

aux mères pour les encourager à laisser leurs enfants aller à l'école est un bon exemple de l'impact positif qu'un projet d'amélioration de la fréquentation scolaire peut avoir dans d'autres domaines. Le programme dispose de ressources d'un montant supérieur à 700 millions de dollars par an. Depuis qu'il a été lancé en février 2001, il a aidé 9 millions d'enfants et on espère que 3 millions d'autres enfants en bénéficieront très bientôt. Le programme renforce les moyens d'action des femmes en leur permettant d'avoir directement accès au revenu du ménage et en les incitant à s'impliquer dans l'éducation de leurs enfants. Il contribue également à faire diminuer progressivement le nombre des enfants vivant dans la rue et, par là même, celui des enfants qui travaillent.

47. Un projet de résolution sur le droit à la santé que la délégation brésilienne a présenté à la dernière session de la Commission des droits de l'homme a été adopté par consensus; l'intervenant espère que le Conseil le ratifiera pendant la session en cours.

48. Depuis 1981, le Brésil a sensiblement modifié sa stratégie en matière de santé, en injectant des fonds importants dans les soins de santé primaires par le biais d'initiatives axées sur la prévention. Au cours de la décennie écoulée, le taux de mortalité infantile a baissé, le nombre des bénéficiaires de soins prénatals et le recours aux méthodes contraceptives ont augmenté, et on a amélioré l'accès à des traitements et médicaments peu coûteux et efficaces. En 1992, la Banque mondiale prévoyait que le Brésil aurait 1,2 million de cas de sida en 2002. Le chiffre actuel est en fait de 600 000, la stabilisation de l'épidémie s'expliquant par un programme conjuguant prévention et traitement. La stratégie mise en oeuvre par le gouvernement contre le VIH/sida a porté ses fruits : le nombre d'hospitalisations et le taux de décès dus au sida sont en chute libre. Le fait de garantir la gratuité du traitement pour tous encourage les individus à accepter de subir un test de dépistage volontaire et confidentiel, ce qui améliore la notification plus précoce du sida. De plus, les personnes séropositives ou sidéennes peuvent rester en contact étroit avec le système sanitaire, et bénéficier d'informations, de conseils et de matériel de prévention. Le Brésil a fabriqué huit versions génériques de médicaments antirétroviraux non brevetés, dont la qualité a été garantie par l'application de normes internationales. Le Gouvernement brésilien lutte non seulement contre l'opprobre qui reste malheureusement associé au

VIH/sida, mais aussi contre d'autres formes de discrimination qui contribuent à la propagation de l'épidémie. Il est convaincu que l'accès aux médicaments est essentiel pour la réalisation intégrale du droit fondamental de jouir du plus haut niveau de santé physique et mentale. On ne saurait exagérer l'importance du rôle de l'éducation dans la mise en oeuvre de cette approche.

49. Les programmes de santé et d'éducation ont un impact réel en ce qu'ils améliorent le bien-être général et jettent des bases solides pour une société plus juste et participative. Un climat international favorable est indispensable pour surmonter les derniers obstacles et permettre au Brésil, en tant que pays en développement, de donner la pleine mesure de ses capacités. La communauté internationale, les institutions multinationales et toutes les parties prenantes intéressées doivent aider les pays en développement à renforcer leur ressources humaines. Il apparaît que, même après avoir mis en place des politiques appropriées et en utilisant de façon efficace les ressources humaines et financières existantes, beaucoup de pays en développement n'ont pas les moyens de mettre à la disposition de leur population les services de santé et d'éducation de base dont elle a besoin pour couvrir ses besoins minimaux. Il faut forger de nouveaux partenariats et renforcer le rôle du système des Nations Unies.

50. **M. Nambiar** (Inde) dit que l'élimination de la pauvreté est le principal défi que doivent relever les pays en développement pris individuellement et l'ensemble de la communauté internationale. La réalisation de cet objectif exige un engagement politique ferme à l'égard du développement économique et social de tous les segments de la société par le biais d'une action multidimensionnelle à mener dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, du logement et de l'assainissement, des infrastructures matérielles et du renforcement des capacités institutionnelles et humaines. La mise en valeur des ressources humaines est indispensable à la croissance économique et à l'élimination de la pauvreté.

51. L'investissement dans la santé et l'éducation en Inde a accéléré la croissance économique. Des progrès constants ont permis d'élever le taux d'alphabétisation, qui est actuellement de 65,3 %, et l'écart entre les hommes et les femmes a diminué dans ce domaine. Le gouvernement a proposé un amendement à la

Constitution, en vertu duquel l'enseignement gratuit et obligatoire serait consacré comme droit fondamental pour tous les enfants de 6 à 14 ans. Par ailleurs, l'Inde juge également important d'investir dans l'enseignement secondaire et supérieur ainsi que dans la formation professionnelle et technique. L'existence d'un grand nombre de professionnels hautement qualifiés contribue au progrès du pays, et les centres de formation professionnelle jouent un rôle extrêmement important. La mise en oeuvre de ces compétences et capacités attire l'investissement qui, de son côté, contribue à la croissance économique et à la dépaupérisation. La croissance du secteur des technologies de l'information en Inde doit beaucoup à l'existence d'une réserve importante de main-d'oeuvre qualifiée. L'intervenant demande aux pays développés de mettre à la disposition des pays en développement, à des conditions de faveur, des technologies nouvelles qui les aideraient à brûler les étapes du développement.

52. La nouvelle politique sanitaire nationale du Gouvernement indien, récemment rendue publique, entend augmenter les dépenses de santé publique, améliorer les infrastructures, élargir l'accès aux soins, renforcer la formation et la déontologie médicale, encourager la participation du secteur privé et se prévaloir des possibilités de la télémédecine. Le Gouvernement indien n'en est pas moins conscient de l'énormité des besoins sanitaires de la population et du fait que les ressources disponibles sont très inférieures aux montants nécessaires pour y faire face. Il est très préoccupant de constater que moins de 10 % des dépenses consacrées dans le monde entier à la recherche médicale sont directement applicables au traitement des maladies qui affligent actuellement 90 % de la population des pays en développement. Il faut remédier à ce déséquilibre. Il y a également le défi mondial consistant à mettre à disposition les médicaments essentiels à des prix abordables.

53. La délégation indienne appuie sans réserve la recommandation formulée récemment par le Secrétaire général tendant à ce que l'aide au développement dans les secteurs de la santé et de l'éducation soit massivement augmentée afin de fournir de façon durable des ressources suffisantes pour des programmes efficaces et des systèmes d'exécution renforcés. Si ces questions ne sont pas traitées d'urgence, il faudra au moins 90 ans pour atteindre les objectifs sanitaires et éducatifs arrêtés au niveau international. Les obligations et les engagements

souscrits récemment doivent être remplis; à défaut, les générations futures connaîtront un monde où la misère, la faim et la maladie resteront leur lot alors qu'existent dans le monde suffisamment de ressources et de savoir-faire pour remédier à ces problèmes, et il sera difficile à la communauté internationale de justifier son échec.

54. **M. Al-Nasser** (Qatar) dit que la communauté internationale n'ignore pas l'importance de la mise en valeur des ressources humaines, moment essentiel du processus de développement de par sa contribution à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation d'une croissance économique durable. Toutefois, le sida, le paludisme et d'autres maladies mortelles ne cessent de gagner du terrain et d'emporter des millions de gens, en particulier des pauvres. Si ces maladies continuent de se propager, elle annuleront les progrès obtenus depuis quelques années, qui se sont traduits par un allongement de l'espérance de vie à la naissance, et auront de terribles conséquences pour l'avenir du développement durable. Il est paradoxal qu'à une époque où l'humanité a engagé la conquête de l'espace, l'ignorance, l'analphabétisme et le sous-développement continuent de faire des ravages parmi une grande partie de la population du monde en développement. Les progrès accomplis dans les secteurs de la santé et de l'éducation restent inégaux et insuffisants. Beaucoup de pays auront le plus grand mal à atteindre en 2015 les objectifs convenus lors du Sommet du Millénaire si la communauté internationale ne consent pas des efforts concertés de grande ampleur.

55. Avant la découverte du pétrole, la population qatarienne tirait de la pêche aux perles sa seule source de revenu et, à cette époque-là, les services d'éducation et de santé n'étaient pas accessibles à tous et étaient très primitifs. Une fois que des ressources ont été disponibles, l'État qatarien s'est employé à promouvoir l'éducation parmi sa population, en recourant aux subventions pour encourager les parents à inscrire leurs enfants à l'école et en menant des campagnes de sensibilisation. Ultérieurement, il en est venu à promouvoir l'éducation parmi les individus de tous âges, ouvrant en 1954 des écoles d'alphabétisation du soir pour offrir une instruction à la vieille génération. Le programme d'alphabétisation comprend deux étapes durant chacune une année scolaire. L'éducation a ensuite été étendue à tous les groupes de population, aux deux sexes et à tous les niveaux d'enseignement. On a ouvert des écoles techniques et professionnelles et une université composée d'un certain nombre de

facultés, et un rôle important a été assumé par l'enseignement privé, dispensé dans des écoles arabes et étrangères selon les normes éducatives les plus strictes. Un grand nombre d'universités étrangères très réputées ont ouvert des établissements au Qatar.

56. Les soins de santé eux aussi ont été initialement primitifs, avec des taux de mortalité maternelle et postnatale élevés. Une fois qu'il a disposé de ressources, le Qatar s'est attaché à promouvoir les soins de santé en même temps que l'éducation, en développant les deux domaines en parallèle. Manifestement, la disponibilité de ressources est un facteur essentiel pour l'élimination de la maladie, de l'analphabétisme et de la pauvreté, la réalisation du développement durable et la promotion de la coopération avec les organisations internationales et les parties prenantes concernées, parmi lesquelles le secteur privé. L'intervenant réaffirme que la mobilisation des ressources financières et le renforcement de l'efficacité de leur emploi obtenu en améliorant celle de l'aide au développement constituent la première étape sur la voie du développement garanti pour tous.

57. **M. Bennouna** (Observateur du Maroc) dit que le perfectionnement des ressources humaines est un moment essentiel du processus de développement, qui appuie la lutte contre la pauvreté, la promotion de la croissance économique et l'amélioration de la santé et de l'éducation. La Déclaration du Millénaire a fixé pour ces deux domaines des objectifs précis et concrets dont la réalisation exige un redéploiement des efforts et une concentration des énergies et des ressources.

58. Il sera difficile de relever les défis du XXI^e siècle si la population est privée des services les plus essentiels et ne bénéficie que de soins de santé rudimentaires. La situation des pays concernés doit être prise en considération. Il faut mettre sur pied des services de santé itinérants qui dispensent des soins, y compris des soins préventifs, à la population et mettent les services essentiels à la disposition des familles. Il s'ensuit que la participation du secteur public et de l'État est indispensable, en particulier dans les régions dont les habitants ne peuvent pas s'offrir des soins de santé payants.

59. Les améliorations apportées à la santé et à l'éducation sont interdépendantes et l'investissement réalisé dans ces deux secteurs a indéniablement un effet multiplicateur sur le développement humain et la

lutte contre la pauvreté. La réalisation des objectifs de développement passe par des systèmes d'enseignement efficaces et adaptables, qui intègrent les filles et les femmes, lesquelles continuent d'être des objets d'exclusion et de discrimination dans de nombreuses régions du monde et dont l'instruction est un investissement socioéconomique que les pays en développement doivent réaliser. En Afrique, l'éducation des filles et des femmes est sans doute le meilleur moyen de combattre efficacement des épidémies comme le VIH/sida et d'améliorer la participation des femmes au développement économique et social. Il faut accorder la priorité à la lutte contre l'analphabétisme.

60. Le rythme de la mondialisation requiert la mise en place de systèmes de formation théorique et pratique modernes adaptés aux besoins de la société et du marché du travail. Le développement de l'instruction dans les zones rurales est également indispensable au succès des modèles de développement socioéconomique, et il faut exploiter sur une grande échelle les technologies de l'information et de la communication afin de moderniser la formation théorique et pratique dans les pays en développement. Des partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile pourront contribuer au succès des systèmes éducatifs à tous les niveaux.

61. Le Maroc s'est lancé dans un vaste programme de réforme de l'enseignement. Le 13 septembre 2000, le Gouvernement marocain a inauguré une décennie nationale de l'éducation et de la formation, couvrant tous les niveaux d'enseignement, et prévoyant la création d'académies régionales et d'un centre national de la recherche scientifique. Le gouvernement juge l'enseignement essentiel au renforcement des valeurs sociales et y voit la meilleure protection contre l'extrémisme et le fanatisme, et il a décidé de faire dispenser par les mosquées du pays des programmes d'alphabetisation, l'objectif étant de fournir une instruction à 600 000 personnes chaque année.

62. Le plan quinquennal de développement économique et social pour 2000-2004 place la santé au coeur du processus de développement. La mise en valeur des ressources humaines et l'adoption de politiques complémentaires dans les secteurs de la santé et de l'éducation représentent une tâche difficile. La participation de la communauté internationale est très importante pour aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté et réaliser les objectifs de

développement fixés dans la Déclaration du Millénaire. L'intervenant appuie les recommandations du Secrétaire général sur le rôle de catalyseur joué par le Conseil économique et social, et préconise le renforcement de son rôle de coordonnateur des efforts déployés par la communauté internationale dans les domaines économique et social.

63. **M. Loizaga** (Observateur du Paraguay) dit qu'afin de faire des progrès dans tous les domaines et de renforcer leurs institutions sociales, politiques et juridiques, les pays en développement ont besoin de ressources humaines qualifiées, qui leur permettent d'offrir des conditions de vie décentes à leur population et de réduire l'écart les séparant des pays industrialisés. Ces ressources humaines ne sauraient être valorisées en l'absence des ressources économiques nécessaires. Les gouvernements doivent accorder la priorité au renforcement des capacités et y consacrer les ressources financières voulues. Mais, en outre, les pays en développement ont besoin que les pays industrialisés et les institutions financières internationales s'engagent fermement à leur fournir au moment voulu les ressources additionnelles nécessaires. La participation du secteur privé, des organisations non gouvernementales et de la société civile est également sollicitée.

64. Une valorisation effective des ressources humaines entraînerait des améliorations sensibles de la production, qui, à leur tour, contribueraient à un progrès durable sur la voie de l'élimination de la pauvreté. À cette fin, les engagements pris dans certaines déclarations internationales récentes doivent être suivis d'effet. La croissance économique et sociale exige le bon dosage de ressources productives, administratives et humaines sur fond de participation internationale et d'accès aux marchés internationaux. La mise en valeur des ressources humaines ne sera d'aucune utilité si des pratiques commerciales déloyales, y compris les barrières douanières, les subventions agricoles et les pratiques commerciales protectionnistes, continuent d'empêcher les pays en développement de profiter des avantages supposés du libre-échange. Les différences de taux de progrès économique et social, le problème de la dette, les crises financières internationales et le retard technologique sont d'autres obstacles à l'intégration des pays en développement à l'économie mondiale. Ces problèmes ne pourront être surmontés qu'avec l'aide de la communauté internationale, en vertu des buts inscrits

dans la Déclaration du Millénaire, afin de permettre aux peuples du monde en développement d'atteindre un niveau de vie compatible avec la dignité de la personne humaine.

65. L'intervenant espère qu'à la fin de la session en cours, le Conseil établira un document dans lequel les États Membres s'engageront politiquement à remplir l'obligation contractée envers les pays en développement et les pays les moins avancés.

66. *M. Buallay (Bahreïn), Vice-Président, prend la présidence.*

67. **M. Ling** (Observateur du Bélarus) voit dans le choix du thème du débat de haut niveau la preuve que le Conseil a un rôle de coordination à jouer pour aider à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Il replace les délibérations du Conseil dans le contexte de la Conférence internationale sur le financement du développement, des sessions de l'Assemblée générale consacrées aux enfants et au VIH/sida et du prochain Sommet mondial sur le développement durable. Il appuie la demande faite dans le document E/2002/46 tendant à ce que l'on procède à un examen d'ensemble de la question de la mise en valeur des ressources humaines dans le cadre des efforts déployés pour réaliser un développement économique et social durable. Le Bélarus s'est doté depuis longtemps d'une Commission nationale du développement durable, au sein de laquelle les ministres de la santé et de l'éducation jouent un rôle essentiel. Le fait que le Bélarus ait conservé ces dernières années le même indice de développement humain atteste de l'efficacité de cette approche.

68. Pour accélérer la mise en valeur des ressources humaines, beaucoup de pays comptent sur l'appui de la communauté internationale et, surtout, du système des Nations Unies. Il est essentiel de maintenir la communication entre les organisations internationales et les organisations nationales. L'intervenant reprend à son compte les appels lancés par les représentants du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en vue d'une meilleure coordination de l'aide internationale, du refus de l'approche « taille unique » et de l'adaptation de l'aide au développement économique et social aux priorités nationales.

69. **M. Pradham** (Bhoutan) dit que les objectifs du Millénaire pour le développement sont une synthèse de l'oeuvre accomplie par la communauté internationale au cours des dernières décennies du XXe siècle. Nul

pays ou région ne saurait rester à l'écart de problèmes tels que la dégradation de l'environnement, le VIH/sida et la pauvreté dans le monde en développement.

70. L'intervenant prie instamment les pays donateurs et le secteur privé à verser des contributions plus importantes au Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Les niveaux actuels de l'APD doivent être sensiblement augmentés et l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doivent prendre des mesures spéciales pour remédier aux problèmes des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des États insulaires en développement. Le Conseil doit suivre la situation et cultiver une atmosphère de nature à promouvoir la volonté politique nécessaire de la part des pays développés.

71. Avec l'aide de ses partenaires pour le développement, le Bhoutan a entrepris de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. « Le bonheur national brut », la politique centrée sur les individus et empreinte de compassion que Sa majesté le Roi du Bhoutan a élaborée, est conçue pour préserver les richesses de la flore et de la faune du pays et fournir des services de santé et d'éducation gratuits. Plus de 85 % de la population ont accès à l'enseignement primaire, près de la moitié des écoliers sont des filles, les soins de santé primaires sont accessibles à 90 % de la population et 78 % des ruraux ont accès à l'eau salubre.

72. Le Bhoutan est un État sans littoral et l'un des pays les moins avancés. Son relief montagneux offre des panoramas à vous couper le souffle, mais rend également coûteux et difficile de construire et d'entretenir une infrastructure de communication et, en particulier, une infrastructure routière. Il est donc difficile pour les programmes de santé, d'éducation et autres programmes de développement d'atteindre tous les segments de la population. Le Gouvernement bhoutanais sait gré de leurs contributions à ses partenaires pour le développement, parmi lesquels le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour la population. Toutefois, il juge très inquiétantes les récentes réductions des programmes d'aide et veut espérer qu'il ne s'agit que d'une mesure temporaire et que la baisse de l'APD sera

inversée. Il convient de ne pas subvertir davantage les responsabilités qui incombent au Conseil en vertu de la Charte.

73. **M. Laurin** (Observateur du Canada) dit que le rôle du Conseil en vertu de la Charte est de coordonner et faire des recommandations, non d'entreprendre d'exécuter des programmes en son nom propre. Il a pour vocation de coopérer avec les autres institutions des Nations Unies.

74. L'intervenant sait gré au Secrétaire général de considérer que la santé, l'éducation et la mise en valeur des ressources humaines se renforcent les unes les autres et qu'il faut mettre en oeuvre des stratégies intégrées si l'on veut accomplir des progrès; par exemple, un enfant qui mange à sa faim est mieux à même d'apprendre. La réduction du fardeau de la maladie et de la mort dans les pays en développement, la maîtrise de maladies transmissibles et l'amélioration de la santé maternelle et infantile, y compris dans les domaines de la sexualité et de la procréation, doivent rester au tout premier rang des priorités en matière de santé publique. L'intervenant salue les travaux de l'Organisation mondiale de la santé et de la Commission macroéconomie et santé dans ces domaines.

75. Toutefois, ces objectifs ne peuvent pas être atteints sans un renforcement des capacités humaines, techniques et institutionnelles. Il faut mettre en place des systèmes sanitaires intégrés en mobilisant les ressources nationales, en éliminant les contraintes non financières, en renforçant les réglementations, en ménageant l'accès aux services et aux médicaments indépendamment de la capacité de paiement du bénéficiaire et en réduisant l'écart mondial en matière de recherche médicale en vertu duquel 90 % des maladies reçoivent 10 % des financements. Pour être digne de ce nom, le changement exige un engagement authentique envers des stratégies qui traitent de facteurs sociaux et économiques plus généraux, tels que l'emploi, le genre, la culture et l'environnement social et matériel. Les femmes comme les hommes, les filles comme les garçons doivent prendre part au processus décisionnel afin de s'assurer que les solutions traduisent bien la diversité des besoins de la collectivité.

76. Lors de la réunion que le Groupe des Huit a tenue récemment dans l'Alberta, le Canada a présenté un Plan d'action pour l'Afrique devant renforcer le

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Il a également annoncé un engagement de 6 milliards de dollars canadiens sous forme de ressources nouvelles et existantes sur une période de cinq ans aux fins de l'exécution du Plan. Tout le monde reconnaît l'importance de l'aide au développement, mais l'aide ne saurait à elle seule créer le type de croissance susceptible de déboucher sur un développement digne de ce nom. Les pays en développement doivent mettre en place un cadre facilitateur de la croissance économique durable et encourager l'investissement privé. L'intervenant se félicite donc de l'engagement pris par les dirigeants des pays en développement, notamment lors de la Conférence internationale sur le financement du développement, en ce qui concerne la bonne gouvernance, la prééminence du droit, les politiques budgétaire et monétaire rationnelles, et l'amélioration de la transparence.

77. Le Consensus de Monterrey insiste sur la nécessité d'améliorer la cohérence de l'activité de développement menée par l'Organisation des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et l'OMC et propose de faire jouer au Conseil un rôle important à cet égard. Les États Membres peuvent promouvoir une telle coopération en coordonnant l'approche des questions pertinentes au sein du Conseil et d'autres organes. Le Conseil doit s'assurer que les perspectives en matière de santé, d'éducation et de mise en valeur des ressources humaines sont bien incorporées dans les politiques et programmes de l'Organisation, que son activité appuie les processus dirigés par les pays et que les nouvelles initiatives puisent leur inspiration dans les structures et processus existants.

78. **M. Mmualefe** (Observateur du Botswana) dit que, compte tenu de l'importance de l'ordre du jour du Conseil et des nombreuses questions difficiles qui se posent à l'ère de la mondialisation, il est bon de marquer une pause pour réfléchir à des questions telles que la santé et l'éducation, qui sont le fondement du développement humain. L'importance des ressources humaines en tant que composante du développement n'est plus à démontrer. Il incombe actuellement au Conseil de se demander comment le système des Nations Unies et la communauté internationale pourraient aider au mieux les pays en développement à couvrir leurs besoins en matière de santé et d'éducation de base.

79. Depuis l'accession à l'indépendance, le Botswana est devenu un pays à revenu moyen grâce à une gestion avisée des ressources et à son attachement à la démocratie et à la bonne gouvernance. La stratégie du gouvernement consiste à garantir à tous l'accès aux soins de santé de base; pendant les années 80, l'État a dépassé plusieurs des objectifs mondiaux convenus. Toutefois, des ressources importantes ont dû être détournées vers la lutte contre la pandémie de VIH/sida. Les mesures multisectorielles, parmi lesquelles la fourniture de médicaments antirétroviraux, constituent une lourde charge pour les ressources du pays et celui-ci a besoin d'une aide internationale importante pour pourvoir enrayer la pandémie et donner la pleine mesure de ses capacités de développement.

80. Dans le domaine de l'éducation, la scolarité de 10 ans est gratuite et l'objectif est d'être parvenu en 2016 à ouvrir à tous les portes d'un enseignement secondaire complet. La formation professionnelle a été étendue et un programme d'enseignement technique a été institué dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Étant donné qu'il risque de s'avérer impossible de maintenir un tel niveau d'investissement, le gouvernement a engagé des consultations nationales sur une éventuelle mise en place d'un partage des coûts avec les parents, entre autres mesures.

81. Dans les pays africains, le financement des soins de santé et de l'éducation doit être replacé dans le contexte de la durabilité. Il faudrait régler une foule de questions relatives à l'accès au commerce et aux marchés, à l'APD et au transfert de technologies pour que les pays en développement puissent générer les ressources nécessaires à leur développement. Le Consensus de Monterrey offre un cadre précis pour le financement du développement. Il conviendrait d'élargir les mécanismes d'aide au développement à l'octroi de subventions à la santé, à l'éducation, à la mise en valeur des ressources humaines et au renforcement des capacités. L'intervenant se félicite donc de l'apparent revirement des institutions de Bretton Woods, qui semblent décidées à présent à élaborer des programmes qui prennent en considération des facteurs sociaux et non plus les facteurs purement économiques.

82. Le Conseil devrait assurer le suivi des accords conclus lors des grandes conférences organisées par les Nations Unies dans les années 90, qui sont liés au thème du débat de haut niveau. Les pays africains

n'atteindront les objectifs du Millénaire pour le développement que si on les aide à inculquer à leur population les connaissances, les compétences et un esprit inventif qui lui permette d'assumer la responsabilité de son propre développement. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique a fait de la mise en valeur des ressources humaines l'une de ses activités stratégiques et il demande à toutes les parties prenantes pour le développement de s'associer aux pays africains dans leur quête d'un développement véritablement durable.

83. **Mme Chassoul** (Observatrice du Costa Rica) dit que les gouvernements sont tenus d'offrir à leurs citoyens la meilleure qualité de vie possible de façon qu'ils puissent exercer la plénitude de leurs droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux; le droit de tous les pays au développement est étroitement lié au droit de tous les peuples de vivre dans la dignité.

84. Afin de combler le fossé entre les riches et les pauvres, il est indispensable de couvrir les besoins fondamentaux dans les domaines suivants : alimentation, santé, logement, eau potable, éducation, formation professionnelle, emploi, salaires décents, productivité, compétitivité et égalité des chances, et d'éliminer les obstacles structurels tels que les déséquilibres financiers, le manque de capitaux pour l'investissement productif et social, les restrictions à l'accès aux marchés internationaux et les catastrophes naturelles, tous éléments qui ont des conséquences dévastatrices pour l'économie des pays les plus pauvres et les plus vulnérables. L'inégalité de la croissance risque de creuser le fossé entre riches et pauvres; il faut donc prendre des mesures tendant à créer des sociétés plus équitables.

85. Ces objectifs ambitieux ne seront atteints qu'au prix d'investissements systématiques dans les ressources humaines, l'éducation et la santé. Seule une population instruite peut vivre dans la liberté; seule une population en bonne santé peut oeuvrer au développement; et seule une population cultivée peut prendre sa place dans le processus de mondialisation. Il faut consolider le rôle de la famille en tant qu'élément de base de la société. Il faut renforcer la capacité d'initiative des femmes de façon à leur permettre de participer pleinement à la prise de décisions au plus haut niveau. Il faut mettre à leur disposition des possibilités d'emploi plus nombreuses et de meilleure qualité.

86. Malheureusement, le manque de ressources entrave l'investissement dans l'éducation et la santé aux niveaux national et international; les pays en développement doivent faire de la mise en valeur des ressources humaines une priorité absolue. Il y a de cela plus de 50 ans, le Costa Rica a appris que les dépenses en matière de défense constituent un lourd fardeau pour l'économie nationale. Les pays en développement ne peuvent pas se permettre de continuer de consacrer en pure perte 191 milliards de dollars par an à des armes et à des soldats; ils devraient plutôt focaliser leur attention sur le développement économique, la justice sociale et les institutions démocratiques. De même, les 22 milliards de dollars engloutis chaque année dans des transferts d'armements vers les pays en développement seraient mieux employés dans le secteur de l'éducation.

87. Il importe au plus haut point de créer un système économique plus équitable qui permette à tout un chacun de récolter les bénéfices de la mondialisation et d'acquérir par la voie du commerce et de l'investissement les ressources financières nécessaires à la promotion du développement durable. Au lieu d'attendre passivement une aide internationale au demeurant de plus en plus limitée, les pays en développement doivent prendre leur avenir en mains en investissant dans l'éducation, la santé, le logement et la culture.

88. **M. Djumala** (Observateur de l'Indonésie) dit que l'objet du développement est de rendre la vie meilleure, en particulier celle des pauvres. Les trois piliers du développement durable – l'environnement, la société et l'économie – sont étroitement liés à la mise en valeur des ressources humaines; toutefois, il importe de ne pas focaliser l'attention sur un seul de ces éléments au détriment des deux autres. Il est essentiel de pouvoir disposer d'un environnement favorable à la santé, d'un approvisionnement en eau salubre et d'installations d'assainissement dignes de ce nom, mais il ne faudrait pas oublier le développement économique et social.

89. La mise en valeur des ressources humaines recouvre notamment l'élimination de la pauvreté et de l'analphabétisme et l'accès de tous les garçons et de toutes les filles à l'enseignement primaire. La santé et l'éducation sont tout à la fois un moyen et une fin du développement durable. Les familles jouissant d'un niveau de vie supérieur se focalisent sur l'éducation de leurs enfants pour l'avenir, non sur leur valeur immédiate sur le marché du travail. Une main-d'œuvre en meilleure santé et mieux instruite est plus

productive, adaptable et susceptible d'attirer les investissements.

90. Il faut mettre en place un ensemble intégré de services sociaux de base, couvrant l'éducation, la santé, y compris la santé en matière de reproduction, la nutrition, et l'eau et l'assainissement. Si l'on veut avoir atteint les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, il reste beaucoup à faire dans les domaines de l'enseignement primaire pour tous et de l'amélioration des soins de santé, tout en respectant l'égalité des sexes dans les deux cas. Les autres objectifs pourraient bien être impossibles à atteindre tant que ces deux-là ne l'auront pas été. Ces questions devraient être abordées lors du Sommet mondial sur le développement durable.

91. De tout temps, c'est aux pays pauvres qu'il a fallu le plus de temps pour atteindre leurs objectifs. Le montant requis à cette fin, 50 milliards de dollars supplémentaires par an, représente environ le double du niveau actuel de l'APD, lequel est inférieur de 125 milliards de dollars à l'objectif convenu de 0,7 % du produit national brut. L'intervenant demande aux pays donateurs d'honorer leurs engagements à cet égard.

92. L'absence d'accès aux technologies de l'information et de la communication est un autre obstacle à la mise en valeur des ressources humaines. Le monde en développement a besoin d'un transfert de technologies pour pouvoir récolter les fruits de la révolution de l'information et donner à ses enfants une éducation véritablement moderne pour les préparer aux mutations rapides de l'économie mondiale du futur.

93. Il faut s'attendre à voir empirer la pénurie actuelle de professionnels de la santé et de l'éducation si l'on ne prend pas les dispositions qui s'imposent. La situation est la plus grave dans les pays les plus pauvres, qui manquent de centres de formation et souffrent de l'émigration de leurs spécialistes vers les pays développés. On estime qu'au cours des 10 années qui viennent, le monde aura besoin de 10 à 15 millions d'enseignants, et les enseignants actuellement en poste ont besoin d'un complément de formation, en particulier dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Les pays développés doivent intensifier leurs efforts pour couvrir leurs propres besoins croissants de professionnels de la santé et de l'enseignement sans vider les pays pauvres de ces ressources aussi rares qu'essentiels..

La séance est levée à 13 h 25.

